



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 2 ΑΥΓΟΥΣΤΟΥ 1976

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
202

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

- N. 390. Περί κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις τὴν 24ην Ὀκτωβρίου 1975 ὑπογραφείσης Συμβάσεως μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ Παρισίων «περὶ τοῦ ἐν Ἀθήναις Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ (Ἰδρυμα Β. Ζαχαρώφ)». 1
- N. 399. Περί συστάσεως θέσεων βοηθητικοῦ Προσωπικοῦ εἰς τὴν Δημοσίαν Κατωτέραν Τεχνικὴν Σχολὴν Καβάλας. 2
- N. 401. Περί ἀναδιαβαθμίσεως ἑφημερίων πτυχιούχων Θεολογίας. 3
- N. 402. Περί χορηγήσεως ἐπιδόματος ἐπικαινδύνου ἐργασίας καὶ δυσμενῶν ὥρων διαβιώσεως εἰς τὸ προσωπικὸν τῆς Μονάδος Ἀεροπορικῆς Ἐξυπηρετήσεως Δημοσίων Ὑπηρεσιῶν (ΜΑΕΔΥ). 4

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

564. Περί κυρώσεως Συμπληρωματικῶν Πινάκων Ἀξιωματικῶν Ἀεροπορίας. 5
565. Περί κυρώσεως Συμπληρωματικῶν Πινάκων Ἐκτάκτου Κρίσεως Ἀξιωματικῶν Κοινῶν Σωμάτων ἔτους 1976-1977. 6

566. Περί καταργήσεως τοῦ Β.Δ. 175/1966 «περὶ ἀπαγορεύσεως μεταφορᾶς φορτίων δι' Ἑλληνικῶν πλοίων εἰς καὶ ἀπὸ λιμένας Β. Βιετνάμ». 7

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 390

Περί Κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις τὴν 24ην Ὀκτωβρίου 1975 ὑπογραφείσης Συμβάσεως μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ Παρισίων «περὶ τοῦ ἐν Ἀθήναις Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ (Ἰδρυμα Β. Ζαχαρώφ)».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισθέντες ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσταμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ ἐν Ἀθήναις τὴν 24ην Ὀκτωβρίου 1975, ὑπογραφείσα Σύμβασις μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ Παρισίων «περὶ τοῦ ἐν Ἀθήναις Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ (Ἰδρυμα Β. Ζαχαρώφ)», τῆς ὁποίας τὸ κείμενον ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ Ἑλληνικὴν γλῶσσαν ἔχει ὡς ἑπεται :

Convention entre le Gouvernement hellénique et l'Institut Pasteur de Paris, au sujet de l'Institut Pasteur hellénique, Fondation B. Zaharoff, siégeant à Athènes.

Article 1.

L'Institut Pasteur de Paris autorise l'Institut bactériologique - Fondation B. Zaharoff - à porter le nom d'Institut Pasteur hellénique, tant que restera en vigueur la présente Convention.

Article 2.

L'Institut Pasteur hellénique a pour mission principale des activités ;

- de santé publique,
- de recherche en microbiologie et immunologie des hommes et des animaux,
- de formation des chercheurs dans ces domaines et dans le cadre du programme général de la recherche en coopération avec les Ministères de la Culture et des Sciences et des Services Sociaux,
- de préparation de vaccins, produits biologiques et thérapeutiques, sur la demande du Ministère des Affaires Sociales (YPKY) et dans les conditions définies, d'accord entre les parties.

Article 3.

a) Le Conseil d'Administration de l'Institut Pasteur hellénique est composé de 9 membres, dont 6 sont grecs et 3 français.

b) Les membres grecs sont nommés pour une période trois ans, renouvelable par décision conjointe des Ministres de la Culture et des Sciences et des Services Sociaux. Ils comprennent 1 représentant du Ministère de la Culture et des Sciences, 1 représentant du Ministère des Services Sociaux, 2 professeurs de Faculté de Médecine des Universités grecques, 1 professeur de sciences d'un établissement d'enseignement supérieur grec, 1 juriste de rang élevé.

c) Le directeur de l'Institut Pasteur de Paris ou son mandataire et deux personnalités désignées par lui, font partie du Conseil d'Administration.

d) Le Président et le Vice - Président du Conseil d'Administration de l'Institut Pasteur hellénique, choisis parmi les membres du Conseil, sont grecs.

e) La durée du mandat des membres du Conseil d'Administration est de trois ans.

Article 4.

a) Le Directeur Général de l'Institut Pasteur hellénique peut être de nationalité grecque ou française. Il est nommé par le Conseil d'Administration de l'Institut Pasteur hellénique, sur proposition, effectuée au vu d'un dossier permettant de vérifier les références pastoriennes du candidat, d'un des signataires de la présente convention agréée par l'autre signataire. Le mandat du Directeur Général est de trois ans. Il est renouvelable par tacite reconduction, sauf dénonciation par le Conseil d'Administration, six mois au moins avant l'expiration de la période triennale en cours. Le Directeur Général participe, en règle générale, aux réunions du Conseil d'Administration avec voix consultative. Cependant, dans le cas où il a la qualité de mandataire du Directeur Général de l'Institut Pasteur de Paris, il siège à ce Conseil avec voix délibérative.

b) Le directeur administratif de l'Institut Pasteur hellénique, chargé sous l'autorité du directeur général d'assurer, dans le respect des missions confiées à l'Institut Pasteur hellénique, la régularité du fonctionnement administratif et financier de l'établissement, est nommé par le Conseil d'Administration de l'Institut Pasteur hellénique.

Article 5.

Les relations scientifiques entre l'Institut Pasteur de Paris et l'Institut Pasteur hellénique s'établissent, d'une part, par des contacts directs entre leurs directeurs et, d'autre part, par l'intermédiaire d'un Comité scientifique comprenant 6 membres, dont 3 désignés par l'Institut Pasteur de Paris et 3 par le Conseil d'Administration de l'Institut Pasteur hellénique.

Article 6.

Des programmes de recherches conjoints sont établis d'un commun accord entre l'Institut Pasteur de Paris et l'Institut Pasteur hellénique. Ils font l'objet d'une convention particulière, d'une durée de trois ans, assortie d'avenants destinés à permettre la révision annuelle des programmes, en fonction de résultats acquis, et à définir les développements à prévoir au cours de l'année suivante.

La convention ci-dessus doit déterminer les modalités de financement des programmes retenus, évaluer les besoins en personnel scientifique et technique français et hellénique nécessaire à leur réalisation et fixer les conditions dans lesquelles l'Institut Pasteur hellénique assurera l'exécution des dits programmes, au point de vue matériel, laboratoires et équipement.

Article 7.

La Comité scientifique prévu à l'article 5 ci-dessus est chargé de la préparation des programmes, tant sur le plan de leur consistance scientifique que sur celui de la définition du personnel, des moyens financiers et matériels à mettre en place.

Ces programmes devront être en harmonie avec le programme général des recherches arrêté par les Ministères de la Culture et des Sciences et des Services Sociaux.

Article 8.

L'Institut Pasteur de Paris s'engage :

a) à mettre à la disposition de l'Institut Pasteur hellénique le personnel scientifique et technique français reconnu nécessaire par la convention particulière prévue aux articles 5 et 6.

b) à procéder éventuellement à des échanges de chercheurs avec l'Institut Pasteur hellénique et à assurer la formation de chercheurs helléniques à l'Institut Pasteur de Paris dans le cadre des programmes prévus à l'article 7.

c) à prendre en charge la rémunération du personnel scientifique et technique étranger mis à la disposition de l'Institut Pasteur hellénique, en exécution de la convention particulière précitée, pendant la durée du séjour de ce personnel en Grèce.

Article 9.

Le Gouvernement hellénique s'engage :

a) à verser, chaque année, à l'Institut Pasteur hellénique, une subvention régulière de fonctionnement destinée à couvrir les activités de santé publique de cet institut et calculée en tenant compte notamment de l'importance et de la nécessité des services prévus et de l'évolution des salaires.

b) à verser, annuellement, à ce même institut, une subvention régulière de recherches dans le cadre du budget de l'Etat, permettant d'assurer le financement des programmes arrêtés dans les conditions fixées aux articles 6 et 7 de la dite convention. Cette subvention est prise en compte à une rubrique particulière du budget de l'Institut Pasteur hellénique et est destinée à couvrir les dépenses des programmes de recherches conjoints.

α) à accorder aux experts envoyés par l'Institut Pasteur de Paris à l'Institut Pasteur hellénique les facilités suivantes :

— octroi d'une carte d'identité émise par le Ministère des Affaires Etrangères pour faciliter leur tâche,

— versement par le Gouvernement hellénique (Ministère de Coordination et de Programmation) des taxes de circulation des voitures des experts,

— indemnité pour frais de séjour en Grèce donnée à la foi aux experts invités dans le cadre du programme de la coopération technique greco - française qui ne serait pas moins de 350 drs par jour,

— octroi d'un mois de congé régulier par an, durant lequel l'indemnité sus indiquée sera versée aux intéressés,

δ) à prendre toutes mesures nécessaires en vue de rendre possible, en cas de besoin, le détachement de chercheurs en fonction dans les services publics helléniques à l'Institut Pasteur hellénique.

Article 10.

Les missions des spécialistes français mentionnées au paragraphe 3 de l'article 9 de la présente convention, sont incorporées dans le cadre général de la coopération technique franco - hellénique et sont réalisées par l'intermédiaire de la Direction de l'assistance technique du Ministère de Coordination et de Programmation.

Article 11.

Le matériel importé de l'étranger par l'Institut Pasteur hellénique pour son fonctionnement, c'est-à-dire le matériel scientifique, les instruments, les machines et appareils, l'équipement de laboratoire, les animaux, les fournitures, les produits et objets ayant rapport avec les buts poursuivis par l'Institut jouissent d'une franchise complète de droits, impôts et autres taxes perçus lors de leur importation par la douane pour le compte de l'Etat ou de tiers.

De cette exemption sont exclus l'équipement de bureau ainsi que les matières premières et les produits finis qui peuvent faire l'objet d'une vente, qu'ils aient subi une élaboration précédente ou non.

Article 12.

Les experts français envoyés en vertu de la présente convention n'auront droit à aucune rétribution ou honoraires en dehors de leur traitement et des facilités qui leur seront garanties par la présente convention.

Leurs traitements et indemnités sont nets de tout impôt, taxe ou retenue pendant la durée de leur séjour en Grèce en application de la convention franco-grecque ratifiée par la Loi No 4385-64 (J.O. No 77/1965).

Article 13.

La présente convention entrera en vigueur, dès sa ratification, pour une période de trois ans et sera renouvelée tacitement pour une période de même durée, si elle n'est pas dénoncée six mois avant la fin de chaque période triennale.

Article 14.

En cas de non accomplissement, par l'une des parties, des obligations prévues par la présente convention, celle - ci pourra être dénoncée par l'autre partie, sous réserve d'un préavis de trois mois.

Fait à Athènes, le vingt quatre octobre mil neuf cent soixante quinze, en deux exemplaires, en langue française et grecque, les deux textes faisant foi.

Pour le Gouvernement
hellénique

Pour l'Institut
Pasteur

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Μεταξύ της Κυβερνήσεως της 'Ελληνικής Δημοκρατίας και του 'Ινστιτούτου Παστέρ Παρισίων απερὶ τοῦ ἐν 'Αθήναις 'Ελληνικοῦ 'Ινστιτούτου Παστέρ (''Ίδρυμα Β. Ζαχάρωφ''), εἰς ἀντικατάστασιν τῆς συμβάσεως τῆς 28.6.34.

Ἄρθρον 1.

Τὸ 'Ινστιτούτον Παστέρ Παρισίων, ἐξουσιοδοτεῖ τὸ Βακτηριολογικὸν 'Ινστιτούτον, 'Ίδρυμα, Β. Ζαχάρωφ, ὅπως φέρῃ τὸ ὄνομα «'Ελληνικὸν 'Ινστιτούτον Παστέρ», ἐφ' ὅσον θὰ ἰσχύῃ ἡ παροῦσα σύμβασις.

Ἄρθρον 2.

Τὸ 'Ελληνικὸν 'Ινστιτούτον Παστέρ, ἔχει ὡς κυρίαν ἀποστολὴν καὶ δραστηριότητα ἀναφερομένης :

Εἰς τὴν Δημοσίαν Ὑγιεινὴν.

Εἰς τὴν διεξαγωγὴν ἐρευνῶν, ἀναφερομένων εἰς τὴν μικροβιολογίαν καὶ ἀνοσοβιολογίαν τῶν ἀνθρώπων καὶ τῶν ζῶων.

Εἰς τὴν κατάρτισιν ἐρευνητῶν, τὴν ἀφορῶσαν εἰς τὰ ὡς ἄνω θέματα, ἐν συνεργασίᾳ πρὸς τὸ Ὑπουργεῖον Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν καὶ τὸ Ὑπουργεῖον Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν, καὶ ἐντὸς τοῦ πλαισίου τοῦ γενικοῦ προγραμματισμοῦ τῶν ἐρευνητικῶν δραστηριοτήτων.

Εἰς τὴν κατόπιν αἰτήσεως τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν παρασκευὴν ἐμβολίων, βιολογικῶν καὶ θεραπευτικῶν προϊόντων ὑπὸ δρῶν καθορίζομένους μετὰ συμφωνίαν μεταξύ τῶν ἐνδιαφερομένων.

Ἄρθρον 3.

α) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον τοῦ 'Ελληνικοῦ 'Ινστιτούτου Παστέρ, ἀπαρτίζεται ἐξ 9 μελῶν ἥτοι : 6 'Ελλήνων καὶ 3 Γάλλων ὑπηκόων.

β) Τὰ ἐξ 'Ελλήνων μέλη, διοριζόμενα ἐπὶ τριετὴ θητεία δυναμὴν νὰ ἀνανεοῦται κοινῇ ἀποφάσει τῶν Ὑπουργῶν Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν καὶ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν, εἶναι : Εἰς ἐκπρόσωπος τοῦ Ὑπουργείου Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν, εἰς ἐκπρόσωπος τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν, δύο Καθηγηταὶ τῆς Ἱατρικῆς Σχολῆς τῶν 'Ελληνικῶν Πανεπιστημίων, εἰς Καθηγητὴς τῶν Θετικῶν Ἐπιστημῶν 'Ελληνικοῦ Ἀνωτάτου Ἐκπαιδευτικοῦ Ἰδρύματος καὶ εἰς ἀνώτερος δικαστικός.

γ) Ὁ Διευθυντὴς τοῦ 'Ινστιτούτου Παστέρ Παρισίων ἡ ὁ ἐκπρόσωπος τοῦτο καὶ δύο προσωπικότητες ὑποδεικνύμεναι ὑπὸ τοῦτο, ἀποτελοῦν μέλη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

δ) Ὁ Πρόεδρος καὶ ὁ Ἀντιπρόεδρος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ 'Ελληνικοῦ 'Ινστιτούτου Παστέρ, ἐκλέγονται ἐκ τῶν μελῶν τοῦ Συμβουλίου τοῦτο καὶ εἶναι Ἕλληνες.

ε) Ἡ θητεία τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου εἶναι τριετής.

Ἄρθρον 4.

α) Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ 'Ελληνικοῦ 'Ινστιτούτου Παστέρ, δύναται νὰ εἶναι Ἕλληνας ἢ Γάλλος Ἐθνικότητος. Διορίζεται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ 'Ελληνικοῦ 'Ινστιτούτου Παστέρ, μετὰ πρότασιν τῆς μίᾳς πλευρᾶς τῆς παρούσης συμβάσεως ἐγκρινομένην ὑπὸ τῆς ἐτέρας καὶ γενομένην κατόπιν ἐξετάσεως τοῦ φακέλου ἐπιστημονικῆς δραστηριότητος τοῦ ὑποψηφίου, ἐφ' ὅσον ἐξ αὐτοῦ πιστοποιεῖται ἡ συνάρτησις αὐτοῦ πρὸς τὰς δραστηριότητας καὶ τὸ ἐπιστημονικὸν ἔθος τοῦ 'Ινστιτούτου Παστέρ. Ἡ θητεία τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ εἶναι τριετής. Ἀνανεοῦται σιωπηρῶς ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως τῆς καταγγελίας ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐξ ἡμέρας τοῦλάχιστον πρὸ τῆς ἐκπνοῆς

τῆς τρεχοῦσης τριετοῦς θητείας. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς μετέχει, κατὰ γενικὸν κανόνα, τῶν συνεδριάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου συμβουλευτικῶς, ἄνευ ψήφου, εἰς περίπτωσιν δὲ καθ' ἣν κατ' ἐξουσιοδότησιν ἐκπροσωπεῖ τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ Παρισίων μετέχει τοῦ Συμβουλίου μετὰ ψήφου.

β) Ὁ Διοικητικὸς Διευθυντὴς τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ, ἔχων τὴν δικαιοδοσίαν ἐξουσιοδοτούμενος ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ καὶ ἐντὸς τῶν πλαισίων τῆς ἀνατιθεμένης εἰς τὸ Ἑλληνικὸν Ἰνστιτούτον Παστέρ ἀποστολῆς, νὰ ἐξασφαλίζῃ τὴν κανονικὴν, διοικητικὴν καὶ οἰκονομικὴν λειτουργίαν τοῦ Ἰδρύματος, διορίζεται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ.

*Ἀρθρον 5.

Αἱ ἐπιστημονικαὶ σχέσεις μεταξὺ τοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ Παρισίων καὶ τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ πραγματοποιοῦνται, ἂφ' ἐνὸς δι' ἂπ' εὐθείας ἐπαφῆς τῶν Διευθυντῶν των, ἂφ' ἑτέρου δὲ μέσῳ ἐξαμελοῦς ἐπιστημονικῆς ἐπιτροπῆς, ἀποτελουμένης, ἐκ τριῶν μελῶν ὀριζομένων ὑπὸ τοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ Παρισίων καὶ ἐκ τριῶν μελῶν ὀριζομένων ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ.

*Ἀρθρον 6.

Διὰ κοινῆς συμφωνίας μεταξὺ τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ καὶ τοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ Παρισίων, καταρτίζονται κοινὰ προγράμματα ἐρευνῶν. Ταῦτα ἀποτελοῦν ἀντικείμενον εἰδικῆς συμβάσεως, τριετοῦς διαρκείας, περιλαμβανοῦσης καὶ τροποποιητικῆς διατάξεως δι' ὃν εὐχεραίνεται ἡ ἐτήσια ἀναπροσαρμογὴ τῶν προγραμμάτων ἀναλόγως τῶν ἤδη ἐπιτευχθέντων ἀποτελεσμάτων καὶ τῶν προβλεπομένων κατὰ τὸ ἐπόμενον ἔτος ἐξελίξεων.

Ἡ ὡς ἄνω σύμβασις δέον νὰ καθορίζῃ τὸν τρόπον χρηματοδοτήσεως τῶν ἐγκριθέντων προγραμμάτων, νὰ σταθμίζῃ τὰς ἀνάγκας εἰς ἐπιστημονικὸν καὶ τεχνικὸν προσωπικὸν Ἑλλήνων καὶ Γάλλων, τῶν ἀπαραιτήτων διὰ τὴν πραγματοποίησιν τῶν προγραμμάτων τούτων καὶ νὰ προσδιορίζῃ τοὺς ὅρους ὑπὸ τοὺς ὁποίους τὸ Ἑλληνικὸν Ἰνστιτούτον Παστέρ, θὰ διασφαλίζῃ τὴν δυνατότητα ἐκτελέσεως τῶν ὡς ἄνω προγραμμάτων, ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὸ ὑλικόν, τὰ ἐργαστήρια καὶ τὸν ἐξοπλισμόν.

*Ἀρθρον 7.

Ἡ κατὰ τὸ ὡς ἄνω ἀρθρον 5 ἐπιτροπή, ἀναλαμβάνει τὸν καταρτισμὸν προγραμμάτων, τόσον ἀπὸ πλευρᾶς ἐπιστημονικοῦ περιεχομένου τούτων, ὅσον καὶ ἀπὸ πλευρᾶς καθορισμοῦ τοῦ ἀπαιτηθησομένου διὰ ταῦτα προσωπικοῦ τῶν οἰκονομικῶν καὶ ὑλικῶν μέσων καὶ τῆς ἀπαιτηθησομένης τυχόν ἀναπροσαρμογῆς.

Διὰ τὸν καταρτισμὸν τῶν προγραμμάτων τούτων λαμβάνεται ὑπ' ὄψιν τὸ γενικὸν ἐρευνητικὸν πρόγραμμα ὅπερ καθορίζεται ὑπὸ τοῦ Ὑπουργείου Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν καὶ Ὑπουργείου Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν, πρὸς τὰ ὁποῖα τὰ ἐν λόγω προγράμματα δέον ὅπως ἐναρμονίζωνται.

*Ἀρθρον 8.

Τὸ Ἰνστιτούτον Παστέρ Παρισίων ἀναλαμβάνει :

α) Νὰ διαθέτῃ εἰς τὸ Ἑλληνικὸν Ἰνστιτούτον Παστέρ, τὸ ὑπὸ τῆς εἰδικῆς συμβάσεως (ἀρθρα 5 καὶ 6) προβλεπόμενον ἐπιστημονικὸν προσωπικόν.

β) Νὰ προβαίῃ ἐνδεχομένως εἰς τὴν ἀνταλλαγὴν ἐρευνητῶν μετὰ τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ καὶ νὰ

ἐξασφαλίζῃ τὴν μετεκπαίδευσιν Ἑλλήνων ἐρευνητῶν εἰς τὸ Ἰνστιτούτον Παστέρ Παρισίων ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν ἐν ἀρθρῷ 7 προβλεπομένων προγραμμάτων.

γ) Τὴν μισθοδοσίαν τοῦ ἐξ ἀλλοδαπῶν ἐπιστημονικοῦ προσωπικοῦ καὶ τεχνικοῦ προσωπικοῦ τὸ ὁποῖον τίθεται εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ, εἰς ἐκτέλεσιν τῆς προειρημένης ἰδιαιτέρας συμφωνίας, ἐφ' ὅσον διάστημα τοῦτο παραμένει ἐν Ἑλλάδι.

*Ἀρθρον 9.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει :

α) Νὰ καταβάλλῃ κατ' ἔτος εἰς τὸ Ἑλληνικὸν Ἰνστιτούτον Παστέρ τακτικὴν ἐπιχορήγησιν, διὰ τὴν κάλυψιν τῶν δαπανῶν δραστηριότητος εἰς τὸν τομέα δημοσίας ὑγείνης τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ, ὑπολογιζομένων κυρίως βάσει τῆς σπουδαιότητος καὶ ἀναγκαιότητος τῶν προβλεπομένων δραστηριοτήτων καὶ τῆς ἐξελίξεως τοῦ ἐπιπέδου τῶν μισθῶν.

β) Νὰ καταβάλλῃ κατ' ἔτος εἰς τὸ Ἑλληνικὸν Ἰνστιτούτον Παστέρ τακτικὴν ἐπιχορήγησιν ἐντὸς τῶν πλαισίων τῶν πιστώσεων τοῦ Κρατικοῦ Προϋπολογισμοῦ διὰ τὴν κάλυψιν τῶν δαπανῶν πραγματοποιήσεως τῶν ἐγκρινομένων ἐρευνητικῶν προγραμμάτων ὑπὸ τοὺς ὅρους τοὺς καθοριζομένους εἰς τὰ ἀρθρα 6 καὶ 7 τῆς παρούσης.

Ἡ ἐπιχορήγησις αὕτη θὰ ἀποτελῇ χωριστὸν κεφάλαιον τοῦ προϋπολογισμοῦ τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ, προοριζομένη διὰ τὴν κάλυψιν τῶν δαπανῶν τῶν κοινῶν ἐρευνητικῶν προγραμμάτων.

γ) Νὰ χορηγῇ εἰς τοὺς ὑπὸ τοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ Παρισίων ἀποστελλομένους πρὸς τὸ Ἑλληνικὸν Ἰνστιτούτον Παστέρ εἰδικούς ἐπιστήμονας τὰς ἀκολουθούσας διευκολύνσεις, συνισταμένας εἰς :

— Χορήγησιν δελτίου ταυτότητος ἐκδιδόμενου ὑπὸ τοῦ Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν πρὸς διευκόλυνσιν τοῦ ἔργου των.

— Καταβολὴν ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως (Ὑπουργεῖον Συντονισμοῦ καὶ Προγραμματισμοῦ) τῶν τελῶν κυκλοφορίας τῶν αὐτοκινήτων τῶν ἐμπειρογνομόνων.

— Ἀποζημίωσιν δι' ἐξοδα διαβιώσεως ἐν Ἑλλάδι ἴσῃ πρὸς τὴν ἐκάστοτε καταβαλλομένην εἰς Γάλλους ἐμπειρογνώμονας μετακαλουμένους μέσῳ τοῦ προγράμματος Γαλλικῆς Τεχνικῆς Συνεργασίας, οὐχὶ μικροτέραν τῶν 350 δραχμῶν ἡμερησίως.

— Χορήγησιν μηνιαίας κανονικῆς ἀδείας, κατ' ἔτος, μετὰ ἀποζημιώσεως.

δ) Νὰ λάβῃ πᾶν ἀναγκαῖον μέτρον ὥστε εἰς περίπτωσιν ἀνάγκης νὰ καταστῇ δυνατὴ ἡ ἀπόσπασις ἐρευνητῶν εἰς τὸ Ἑλληνικὸν Ἰνστιτούτον Παστέρ ἐξ ἄλλων Δημοσίων Ὑπηρεσιῶν.

*Ἀρθρον 10.

Αἱ ἀποστολαὶ τῶν Γάλλων εἰδικῶν ἐπιστημόνων, περὶ ὧν ἡ παράγραφος (γ) τοῦ ἀρθροῦ 9 τῆς παρούσης, ἐντάσσονται εἰς τὸ γενικὸν πλαίσιον τῆς Ἑλληνογαλλικῆς τεχνικῆς συνεργασίας καὶ πραγματοποιοῦνται μέσῳ τῆς Διευθύνσεως Τεχνικῆς Βοηθείας τοῦ Ὑπουργείου Συντονισμοῦ καὶ Προγραμματισμοῦ.

*Ἀρθρον 11.

Τὰ ὑπὸ τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ εἰσαγόμενα ἐκ τοῦ ἐξωτερικοῦ εἶδη, τὰ ἀναγκαῖα διὰ τὴν λειτουργίαν αὐτοῦ, ὡς τὸ ἐπιστημονικὸν ὑλικόν, τὰ ὄργανα, αἱ μηχαναὶ, αἱ συσκευαὶ καὶ ὁ συνήθης ἐργαστηριακὸς ἐξοπλισμός, τὰ ζῶα, τὰ ὑλικά, τὰ προϊόντα καὶ οἰαδήποτε συναφῆ

πρὸς τοὺς ὑπὸ τοῦ Ἰνστιτούτου ἐπιδιωκόμενους σκοποὺς εἶδη, ἀπολαύουν πλήρους ἀπαλλαγῆς ἐκ δασμῶν, λοιπῶν φόρων ὡς καὶ παντὸς τέλους εἰσπραττομένων ἐν τοῖς τελωνείοις κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν ὑπὲρ τοῦ Δημοσίου ἢ τρίτου.

Τῆς ἀνωτέρω ἀπαλλαγῆς ἐξαιροῦνται τὰ εἶδη χρήσεως καὶ ἐξοπλισμοῦ τῶν γραφείων τοῦ Ἰνστιτούτου καθὼς καὶ αἱ πρῶται ὕλαι καὶ ἔτοιμα προϊόντα τὰ προοριζόμενα νὰ ἀποτελέσουν, μετὰ προηγουμένην ἐπεξεργασίαν ἢ μὴ, ἀντικείμενον ἐλευθέρως ἐμπορίας.

*Ἀρθρον 12.

Οἱ μετακαλούμενοι βάσει τῆς παρούσης συμβάσεως Γάλλοι εἰδικοί ἐπιστήμονες, δὲν δικαιοῦνται ἄλλης ἀποζημιώσεως ἢ μισθοδοσίας πέραν τῶν μισθῶν των καὶ τῶν διὰ τῆς παρούσης συμβάσεως καθοριζόμενων διευκολύνσεων. Αἱ ἀποδοχαὶ καὶ αἱ ἀποζημιώσεις των εἶναι ἀπηλλαγμέναι παντὸς φόρου, δασμοῦ ἢ κρατήσεων κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς παραμονῆς των ἐν Ἑλλάδι, εἰς ἐφαρμογὴν τῆς Γαλλοελληνικῆς συμβάσεως, ἐπικυρωθείσης διὰ τοῦ Ν.Δ. 4386/1964, Φ.Ε.Κ. 192Α/1964 καὶ ΦΕΚ 77Α/1965.

*Ἀρθρον 13.

Ἡ παροῦσα σύμβασις θὰ ἰσχύσῃ ἀπὸ τῆς ἐπικυρώσεώς της ἐπὶ μίαν τριετίαν, ἀνανεουμένην σιωπηρῶς δι' ἴσον χρονικὸν διάστημα, ἐφ' ὅσον δὲν καταγγέλλεται ἐξ μῆνας πρὸ τῆς λήξεως ἐκάστης τριετίας.

*Ἀρθρον 14.

Εἰς περίπτωσιν μὴ ἐκπληρώσεως τῶν ἐκ τῆς παρούσης συμβάσεως ἀπορρυσσῶν ὑποχρεώσεων, ὑπὸ οἰονδήποτε τῶν δύο συμβαλλομένων μερῶν, ἡ σύμβασις αὕτη δύναται νὰ καταγγελθῇ ὑπὸ τὸν ὅρον τῆς πρὸ τριμήνου προειδοποιήσεως τοῦ ἑτέρου μέρους.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν εἰκοστὴν τετάρτην Ὀκτωβρίου χίλια ἑνεακόσια ἑβδομήκοντα πέντε, εἰς δύο ἀντίτυπα, εἰς τὰς γλώσσας γαλλικὴν καὶ ἑλληνικὴν, τῶν δύο κειμένων ὧν ἐξ ἴσου αὐθεντικῶν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλλάδος
Υπογραφή

Διὰ τὸ Ἰνστιτούτον Παστέρ
Υπογραφή

*Ἀρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἀρchetαι ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν τήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Ἰουλίου 1976

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑΤΙΣΜΟΥ	ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΠΑΝΑΓ. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ	ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ
ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΚΚΛΗΣΙΑΣΤΙΚΩΝ	ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΚΩΝΣΤ. ΤΡΥΠΑΝΗΣ	ΕΥΑΓΓ. ΔΕΒΛΕΤΟΓΛΟΥ
ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ	
Κ. ΧΡΥΣΑΝΘΟΠΟΥΛΟΣ	

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Ἰουλίου 1976

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 399

Περὶ συστάσεως θέσεων βοηθητικοῦ Προσωπικοῦ εἰς τὴν Δημοσίαν Κατωτέραν Τεχνικὴν Σχολὴν Καβάλας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

*Ἀρθρον μόνον.

1. Συνιστῶνται εἰς τὴν Δημοσίαν Κατωτέραν Τεχνικὴν Σχολὴν Καβάλας δύο (2) θέσεις ὑπαλλήλων βοηθητικοῦ προσωπικοῦ πληροῦμαι διὰ προσωπικοῦ προσλαμβανομένου ἐπὶ σχέσει ἐργασίας ἰδιωτικοῦ δικαίου ὁρίστου χρόνου. Αἱ θέσεις αὗται καταλαμβάνονται ὑπὸ τῶν ὑπηρετούντων εἰς τὴν τέως Ἰδιωτικὴν Τεχνικὴν Σχολὴν Καβάλας «Ὁ Πυθαγόρας», διοικητικῶν ὑπαλλήλων, καταργοῦνται δὲ ἅμα τῇ κατ' οἰονδήποτε τρόπον ἀποχωρήσει αὐτῶν ἐκ τῆς ὑπηρεσίας.

2. Ἡ ἀμοιβὴ τοῦ προσωπικοῦ τούτου καθορίζεται διὰ κοινῆς ἀποφάσεως τῶν Ὑπουργῶν Ἑθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων καὶ Οἰκονομικῶν ἐπὶ τῇ δάσει τοῦ χρόνου ὑπηρεσίας των ἀπὸ τῆς προσλήψεως των εἰς τὴν Ἰδιωτικὴν Τεχνικὴν Σχολὴν Καβάλας «Ὁ Πυθαγόρας» καὶ καταβάλλεται ἀφ' ἧς προσφέρει τὰς ὑπηρεσίας του εἰς τὴν Δημοσίαν Κατωτέραν Τεχνικὴν Σχολὴν Καβάλας.

3. Μέχρι τῆς κατ' οἰονδήποτε τρόπον ἀποχωρήσεως τῶν ἐκ τῆς ὑπηρεσίας παραμένοντων κενὰ ἰσάριθμοι θέσεις τοῦ κλάδου Β6 γραφῶν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῶν ἀρθρῶν 17 καὶ 18 τοῦ Ν.Δ. 580/1970 «περὶ τοῦ ἐποπτικοῦ, ἐκπαιδευτικοῦ, βοηθητικοῦ ἐργαστηριακοῦ, διοικητικοῦ καὶ βοηθητικοῦ προσωπικοῦ τῶν Κατωτέρων καὶ Μέσων Ἐπαγγελματικῶν Σχολῶν καὶ τινῶν οργανωτικῶν διατάξεων».

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Ἰουλίου 1976

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ	ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ	ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ
ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ	
ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΔΕΒΛΕΤΟΓΛΟΥ	

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Ἰουλίου 1976

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

(3)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 401

Περὶ ἀναδιαβαθμίσεως Ἐφημερίων πτυχιούχων Θεολογίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

*Ἀρθρον 1.

1. Ἐφημέριοι ὑπαγόμενοι εἰς τὰς διατάξεις τοῦ Α.Ν. 536/1945 «περὶ ρυθμίσεως τῶν ἀποδογῶν τοῦ Ὀρθοδόξου Ἐκκλησιαστικοῦ Κλήρου τῆς Ἑλλάδος, τοῦ τρόπου πληρωμῆς αὐτῶν καὶ περὶ καλύψεως τῆς σχετικῆς δαπάνης», οἵτινες ἀπέκτησαν πτυχίον Θεολογικῆς Σχολῆς τῶν Πανεπιστημίων τῆς ἡμεδαπῆς ἢ τῆς Θεολογικῆς Σχολῆς τῆς Χάλκης ἢ ἄλλης ἀνεγνωρισμένης ἰσοτίμου Ὀρθοδόξου Θεολογικῆς Σχολῆς, μετὰ τὴν 1.7.1968, ἀναδιαβαθμίζονται ἀπὸ τῆς χρονολογίας λήψεως τοῦ πτυχίου των ἐν τῇ ἐν ἡ ἀνήκουσιν Α' μισθολογικῇ

κατηγορία δι' άποσάσεως του άρμοδίου Μητροπολιτικού Συμβουλίου, εις ανάλογον προς τον χρόνον της συνολικής εφημεριακής των υπηρεσίας μισθόν, όστις δέν δύναται νά είναι μείζων του 4ου βαθμού.

2. Εφημέριοι έμπίπτοντες εις τās διατάξεις της προηγούμενης παραγράφου και κακτημένοι ύπέρ 30ετή υπηρεσίαν, αναδιαβαδίζονται μέχρι του μισθού του 3ου βαθμού, από της χρονολογίας καθ' ήν έλαβον τον μισθόν τούτον εφημέριοι ότινες την 1.7.1968 άνηκον εις την Α' μισθολογικήν κατηγορίαν και είχαν τον αυτόν χρόνον εφημεριακής υπηρεσίας.

3. Εφημέριοι περί ών ή παρ. 1 του παρόντος, έφ' όσον ήθελον αποκτήσει πτυχίον τών εν αύτῃ αναφερομένων Θεολογικών Σχολών μετά την ισχύν του παρόντος, αναδιαβαδίζονται έντός της Α' μισθολογικής κατηγορίας, κατά τά ορίζόμενα εις τās προηγούμενας παραγράφους.

4. Εκ της εφαρμογής τών διατάξεων τών προηγούμενων παραγράφων ουδέν δικαίωμα αναδρομικών αποδοχών γεννάται.

Άρθρον 2.

Η ισχύς του παρόντος άρχεται από της δημοσιεύσεως αυτού δια της Εφημερίδος της Κυβερνήσεως.

Ο παρών νόμος ψηφισθείς υπό της Βουλής και παρ' Ημών σήμεραν κυρωθείς, δημοσιευθήτω δια της Εφημερίδος της Κυβερνήσεως και εκτελεσθήτω ως νόμος του Κράτους.

Εν Αθήναις τῇ 30 Ιουλίου 1976

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ
ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΕΥΑΓΓ. ΔΕΒΛΕΤΟΓΛΟΥ

Εθεωρήθη και έτέθη ή μεγάλη του Κράτους σφραγίς.

Εν Αθήναις τῇ 31 Ιουλίου 1976

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

(4)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 402

Περί χορηγήσεως επιδόματος επικινδύνου εργασίας και δυομενών όρων διαβιώσεως εις το προσωπικόν της Μονάδος Αεροπορικής Έξυπηρετήσεως Δημοσίων Υπηρεσιών (ΜΑΕΔΥ).

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι όμοφώνως μετά της Βουλής, άπεφασίσμεν:

Άρθρον 1.

Εις το Στρατιωτικόν προσωπικόν, το άνήκον εις την Μονάδα Αεροπορικής Έξυπηρετήσεως Δημοσίων Υπηρεσιών το ασχολούμενον, δια της χρησιμοποιήσεως φυτοφαρμάκων ή έτέρων επικινδύνων χημικών παρασκευασμάτων, εις την δι' αεροψεκασμών καταπολέμησιν του δάκου ή έτέρων επιβλαβών έντόμων ή ασθeneιών, ως και εις το ασχολούμενον ή παραμένον εις διαρκή έτοιμότητα και άσκησιν δια την από άέρος κατάσβεσιν πυρκαϊών, παρέχεται από 1ης Μαΐου 1976 ειδικόν επίδομα επικινδύνου εργασίας και δυομενών όρων διαβιώσεως εκ τών κάτωθι ποσοστών επί του έκάστοτε ισχύοντος βατικού μισθού Σμηναγού, μηνιαίως:

α. Εξήκοντα τοίς έκατόν (60%) δια τούς Ιπταμένους Αξ/κούς.

β. Τεσσαράκοντα τοίς έκατόν (40%) δια τούς Αξ/κούς λοιπών ειδικότητων και τούς Ανθυπασιούς.

γ. Τριάκοντα τοίς έκατόν (30%) δια τούς Δοκίμους Εφέδρους Αξ/κούς (ΔΕΑ) και τούς Υπαξιωματικούς.

δ. Είκοσι τοίς έκατόν (20%) δια τούς Στρατευσίμους και Έθελοντάς Όπλίτας.

Άρθρον 2.

1. Το έν άρθρω 1 επίδομα καταβάλλεται δια το χρονικόν διάστημα καθ' ό οι δικαιούχοι άπασχολούνται πράγματι εις τās έν τῷ άρθρω τούτῳ αναφερομένας εργασίας, άνεξαρτήτως παντός έτέρου γενικού ή ειδικού επιδόματος.

2. Δια χρονικόν διάστημα άπασχολήσεως έλασσον του μηνός καταβάλλεται ανάλογον τμήμα του μηνιαίου επιδόματος.

Άρθρον 3.

Το έν άρθρω 1 επίδομα καταβάλλεται και εις το Στρατιωτικόν προσωπικόν το ανακαλούμενον εις την ένεργόν Υπηρεσίαν εκ της έφεδρείας προς ένίσχυσιν του έργου της ΜΑΕΔΥ, είτε τούτο μισθοδοτείται δι' αποδοχών ένεργείας είτε έξακολουθεί νά λαμβάνη την τυχόν άνωτέραν στρατιωτικήν σύνταξίν του.

Άρθρον 4.

Το δια του παρόντος Νόμου χορηγούμενον ειδικόν επίδομα καταβάλλεται εις το Προσωπικόν της ΜΑΕΔΥ υπό του Αρχηγείου Αεροπορίας και βαρύνει, εάν μόν πρόκειται περί υπηρεσίας παρεχομένης υπό της ΜΑΕΔΥ επ' όφελεία του Δημοσίου, τον Προϋπολογισμόν έξόδων του οικείου ειδικού φορέως, εάν δε πρόκειται περί τιαυτής παρεχομένης επ' όφελεία Νομικού ή Φυσικού τινος προσώπου, το πρόσωπον τούτο.

Άρθρον 5.

Το Ν.Δ. 474/1970 «περί χορηγήσεως επιδόματος επικινδύνου εργασίας και δυομενών όρων διαβιώσεως εις το προσωπικόν της Μονάδος Αεροπορικής Έξυπηρετήσεως Δημοσίων Υπηρεσιών (ΜΑΕΔΥ) καταργείται από 1ης Μαΐου 1976.

Ο παρών νόμος ψηφισθείς υπό της Βουλής και παρ' Ημών σήμεραν κυρωθείς, δημοσιευθήτω δια της Εφημερίδος της Κυβερνήσεως και εκτελεσθήτω ως νόμος του Κράτους.

Εν Αθήναις τῇ 30 Ιουλίου 1976

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ
ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΕΥΑΓΓ. ΑΒΓΡΩΦ-ΓΟΥΣΙΤΣΑΣ **ΕΥΑΓΓ. ΔΕΒΛΕΤΟΓΛΟΥ**

Εθεωρήθη και έτέθη ή μεγάλη του Κράτους σφραγίς.

Εν Αθήναις τῇ 31 Ιουλίου 1976

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(5)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 564

Περί κυρώσεως συμπληρωματικών Πινάκων Αξιωματικών Αεροπορίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Έχοντες υπ' όψει:

α) Τά άρθρα 7, 27, 29, 38 και 39 του Ν.Δ. 178/1969 «περί ισραρχίας, προαγωγών και τοποθετήσεων τών μονίμων αξιωματικών τών Ένόπλων Δυνάμεων».

β) Τās υπ' αριθ. 42, 43, 44, 45 και 46 του έτους 1976 αποφάσεις του Συμβουλίου Προαγωγών Αεροπορίας, προτάσει του Ημετέρου επί της Έθνικής Αμύνης Υπουργού, άπεφασίσμεν και διατάσσομεν:

Κυρούμεν τούς υπό του Συμβουλίου Προαγωγών Αεροπορίας συνταχθέντας συμπληρωματικούς Πίνακας, έτους 1976—1977, ως ακόλουθως:

α. Προακτέον κατ' αρχαιότητα Έπισμηναγού Ιπταμένου.

β. Προακτέον κατ' εκλογήν Σμηναγών Τεχνικού Α'.

γ. Προακτέων κατ' έκλογήν Σμηναγών Υγειονομικού (Ίατρών).

δ. Προακτέου κατ' αρχαιότητα Σμηναγού Τεχνικού Α'.

ε. Προακτέου κατ' αρχαιότητα Σμηναγού Υγειονομικού (Ίατρού).

στ. Προακτέων κατ' αρχαιότητα Υποσμηναγών Τεχνικού Α'.

ζ. Παραμένοντος εις τὸν αὐτὸν βαθμὸν Ἀνθυποσμηναγού Ἰπταμένου.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἑθνικῆς Ἀμύνης Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Ἰουλίου 1976

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ
ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΞΙΤΣΑΣ

(6)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 565

Περὶ κυρώσεως συμπληρωματικῶν Πινάκων Ἐκτάκτου Κρίσεως Ἀξιωματικῶν Κοινῶν Σωμάτων ἔτους 1976—1977.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει:

α) Τὰ ἄρθρα 27, 38 καὶ 39 τοῦ Ν.Δ. 178/1969 «περὶ ἱεραρχίας, προαγωγῶν καὶ τοποθετήσεων τῶν μονίμων ἀξιωματικῶν τῶν Ἑνόπλων Δυνάμεων», ὡς τοῦτο ἐτροποποιήθη καὶ συνεπληρώθη μεταγενεστέρως.

β) Τὸ ὑπ' ἀριθ. 4/1976 πρακτικὸν τοῦ Συμβουλίου Προαγωγῶν Ἀξιωματικῶν Κοινῶν Σωμάτων ὡς ἀρμοδίου Συμβουλίου Κρίσεως, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Ἑθνικῆς Ἀμύνης Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαιμεν καὶ διατάσσομεν:

Κυροῦμεν τοὺς ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Προαγωγῶν Ἀξιωματικῶν Κοινῶν Σωμάτων συνταχθέντας συμπληρωματικοὺς πίνακας ἐκτάκτου κρίσεως ἔτους 1976—1977, βάσει τῶν ἁρθρῶν 38 καὶ 39 τοῦ Ν.Δ. 178/1969, ὡς ἀκόλουθως:

α. Προακτέας κατ' έκλογήν Προϊσταμένης.

β. Προακτέων κατ' αρχαιότητα Ἀντιπροϊσταμένων.

γ. Παραμενούσης εἰς τὸν αὐτὸν βαθμὸν Ἀντιπροϊσταμένης.

Εἰς τὸ αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἑθνικῆς Ἀμύνης Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Προεδρικοῦ Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Ἰουλίου 1976

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ
ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΞΙΤΣΑΣ

(7)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 566

Περὶ καταργήσεως τοῦ Β.Δ. 175/1966 «περὶ ἀπαγορεύσεως μεταφοράς φορτίων δι' Ἑλληνικῶν πλοίων εἰς καὶ ἀπὸ λιμένας Β. Βιετνάμ».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει:

1. Τὸ ἄρθρον 1 τοῦ Ν.Δ. 2398/1953 «περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τῶν διατάξεων τοῦ Ν. 2317/1953 «περὶ ἀπαγορεύσεως ἐκτελέσεως ὀρισμένων μεταφορῶν δι' Ἑλληνικῶν πλοίων» (ΦΕΚ 118 Α').

2. Τὰ ἄρθρα 1 καὶ 2 τοῦ Ν. 3141/1955 «περὶ Συμβουλίου Ἐμπορικοῦ Ναυτικοῦ».

3. Τὴν ἀπὸ 24.5.1976 γνώμην τοῦ Συμβουλίου Ἐμπορικοῦ Ναυτικοῦ.

4. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 455/1976 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας, προτάσει τῶν Ὑπουργῶν Ἐξωτερικῶν καὶ Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας, ἀπεφασίσαιμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Ἀπὸ τῆς δημοσίευσως τοῦ παρόντος καταργεῖται τὸ Β.Δ. ὑπ' ἀριθ. 175/1966 (ΦΕΚ 43 Α'/66) «περὶ ἀπαγορεύσεως μεταφοράς φορτίων δι' Ἑλληνικῶν πλοίων εἰς καὶ ἀπὸ λιμένας Β. Βιετνάμ».

Εἰς τὸν Ἡμέτερον ἐπὶ τῆς Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 26 Ἰουλίου 1976

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ

ΕΜΠΟΡΙΚΗΣ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ
ΑΛΕΞ. ΠΑΠΑΔΟΓΓΟΝΑΣ

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ :

Ἡ ἔτησία συνδρομή τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1974 ὡς κάτωθι :

Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	600
2. » » » Β'	»	700
3. » » » Γ'	»	500
4. » » » Δ'	»	1.000
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π.	»	500
6. » » » Παράρτημα	»	300
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κ.λ.π. .	»	3.000
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	6.000

Οἱ Δήμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά :

1. Διὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	30
2. » » » Β'	»	35
3. » » » Γ'	»	25
4. » » » Δ'	»	50
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	25
6. » » Παράρτημα	»	15
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	150
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας ..	»	10
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκαστον φύλλον, μέχρι 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 3, ἀπὸ 9 ἕως 40 σελ. δραχ. 8, ἀπὸ 41 ἕως 80 σελ. δραχ. 15, ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἀνω ἡ τιμὴ πωλήσεως ἑκάστου φύλλου προσσυσζάνεται κατὰ δραχ. 15 ἀνὰ 80 σελίδας.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης :

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	400
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	10.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	2.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνέλευσεις, τῶν κατὰ τὸ ἀρθρὸν 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἀρθροῦ 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ τῶν ἀφορώσων εἰς προσωρινὰς διατάξεις,	»	1.000
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939. .	»	200
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ..	»	4.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν	»	1.000
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν	»	600
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παραχώρις ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ἐν γένει, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ. Σ. τοῦ ΕΛΤΑ δι' ὧν ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ.	»	4.000
10. Τῶν ἀποφάσεων περὶ παραχώρις πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἄλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν κατὰ τὸ ἀρθρὸν 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70	»	2.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	10.000

12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγματεύσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67	Δραχ.	1.000
--	-------	-------

13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967	»	1.000
--	---	-------

Β'. Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	1.000
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	400
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	200
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	1.000
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	1.000

Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγίσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	1.000
2. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν ὡς ἀνω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	»	1.000

II. Εἰς τὸ Τέταρτον τεύχος, τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων

» 400

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῇ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὀρίσθη εἰς 5%.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἰσχυτικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντὶ ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ, μὲρμην τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τῶν Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστέλλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ο ΓΕΝΙΚΟΣ ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ

ΣΕΡΑΦΕΙΜ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ